

TRANSFERTS DE FONDS AU LIBAN : MOTEUR DE CROISSANCE OU PIÈGE MACROÉCONOMIQUE

Cynthia Tabet^{1*}, Charbel Tabet²

¹ Université Paris-Saclay, France

² Université Grenoble Alpes, France

*Corresponding author: cynthia.tabet@universite-paris-saclay.fr

Résumé

Cette nouvelle étude analyse de manière inédite le rôle des transferts de fonds et de la migration dans la dynamique de croissance au Liban entre 1990 et 2023, dans un contexte de dépendance structurelle exceptionnelle à ces flux. Malgré leur poids élevé, les résultats montrent que les transferts ne constituent ni un moteur de croissance ni un stabilisateur macroéconomique. À l'aide d'un modèle ARDL et d'un système d'équations simultanées récursives, l'analyse révèle un impact négatif significatif des transferts sur la croissance à court et à long termes. L'étude met en évidence un double mécanisme défavorable : un effet boomerang, les transferts alimentant surtout les importations sans générer de valeur ajoutée locale, et un effet de désincitation au travail, qui accentue le chômage en réduisant l'incitation à participer au marché de l'emploi. De plus, la migration n'exerce aucun effet sur la croissance, ni directement ni via les remises, ce qui confirme l'incapacité du tissu productif à transformer ces flux en gains économiques. Enfin, la gouvernance libanaise ne parvient pas à orienter ces ressources vers des usages productifs. Les remises deviennent ainsi un facteur de dépendance plutôt qu'un levier de développement, et ne pourront contribuer à la croissance qu'au prix de réformes institutionnelles, financières et de gouvernance profondes.

Keywords : Transferts de fonds ; Croissance économique ; Marché du travail ; Gouvernance



1. Introduction

Depuis plusieurs décennies, les transferts de fonds constituent la source de financement la plus stable, la plus abondante et la plus sûre pour les PVD. Cette augmentation spectaculaire est attribuée à la forte migration entre les pays et aux progrès technologiques qui ont amélioré le transfert international des flux financiers à faible coût (Meyer et Shera, 2017, 3). L'augmentation de ces transferts a suscité un débat dans la littérature économique sur leur potentiel pour stimuler la croissance économique (Faini, 2007 ; Tchekoumi, 2023 ; Chand, 2024).

Les études établies depuis la fin des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980 soutiennent l'idée que les transferts de fonds ne peuvent pas contribuer à la croissance des pays bénéficiaires, car ces fonds sont principalement utilisés pour répondre aux besoins de base de la consommation ou à la subsistance plutôt qu'à des investissements productifs (Baldé, 2011). Après 1980, les chercheurs focalisent l'attention sur le potentiel des transferts à promouvoir la croissance économique par des voies directes et indirectes. Ainsi, la compréhension des canaux appropriés par lesquels les envois de fonds influencent les performances économiques est essentielle pour formuler des politiques adaptées afin de maximiser leur impact global sur l'économie.

Si la relation entre transferts de fonds et croissance économique a été largement étudiée dans plusieurs pays, elle reste peu documentée dans le cas du Liban. Le ratio des envois de fonds/PIB au Liban est le plus élevé de la région MENA depuis plusieurs années (World Bank, 2023). En 2022, le Liban était le 3ème destinataire des envois de fonds en valeur dans la région MENA, précédé seulement par le Maroc et l'Égypte.

Depuis des décennies, ce pays reçoit régulièrement des transferts de fonds provenant des pays du CCG, de l'Amérique du Nord, de l'Afrique et de l'Europe (Mahmoud, 2016). Ces flux ont connu une augmentation exponentielle passant de 2,54 milliards de dollars en 2002 à 6,2 milliards de dollars en 2019. Leur grand rôle dans l'économie libanaise est mesuré par leur part en termes du PIB. Cette dernière a atteint un minimum de 12,62 % en 2018 et un maximum de 26,6% en 2004 avant de se stabiliser à une moyenne approximative de 14% durant les dernières années.

L'évolution des transferts au cours des dernières décennies met en évidence leur rôle central dans l'économie libanaise. Leur progression soutenue depuis les années 2000, malgré les crises régionales, politiques et financières, témoigne de leur fonction de stabilisateur macroéconomique. Cependant, cette résilience s'inscrit dans une dépendance structurelle persistante, les remises constituant une part durablement élevée du PIB. Cette dynamique souligne le caractère ambivalent des transferts : s'ils soutiennent la consommation et permettent d'amortir les chocs, ils révèlent aussi la faiblesse du tissu productif national et la vulnérabilité de la croissance aux fluctuations des flux externes.

Traditionnellement, les migrants libanais augmentent leurs envois de fonds durant les périodes difficiles. Ouazzani (2018) a montré que, malgré l'importance des transferts dans l'absorption des crises et des guerres, la faible augmentation du PIB par habitant limite leur rôle en tant que moteur de croissance. La Banque mondiale a tenté de quantifier l'impact macroéconomique de la baisse des transferts à travers le canal de la balance des paiements et de la consommation (World Bank, 2026). Les estimations du modèle ARDL montrent qu'une hausse de 1 % des transferts est associée à une augmentation de 0,12 % de la consommation privée. En revanche, une baisse de 20 % des entrées de fonds en 2016 s'est traduite par un ralentissement de la consommation privée équivalant à 2,4 % du PIB et a creusé le déficit courant de 0,8 %. Une étude de Kasparian et El Mouhoub (2013), menée auprès de 2 000 ménages, révèle que les transferts sont principalement consacrés à la consommation alimentaire (61,4 %), contre seulement 4,6 % à l'épargne, suggérant une faible orientation vers l'investissement productif. Awdeh (2014) souligne également que ces transferts alimentent la demande globale et la consommation de base, « ce qui provoque des fluctuations de l'activité économique plutôt que de stimuler une croissance économique durable à long terme ». Ghobril (2004) affirme, quant à lui, que les transferts stimulent la croissance du PIB par le canal de la consommation et l'effet multiplicateur. Tabar (2009) souligne leur rôle de filet de sécurité sociale, tout en montrant qu'ils peuvent engendrer une dépendance et réduire l'offre de travail. D'autres travaux montrent qu'une partie importante de ces fonds est consacrée à l'achat de terrains et de logements, contribuant ainsi à la hausse des prix immobiliers (Hourani, 2005 ; Peleikis, 2000 ; Amery, 1992 ; Clere, 2008). Plus récemment, Tabet et al. (2021) ont souligné que les transferts peuvent engendrer un syndrome hollandais au Liban, à travers l'appréciation du taux de change réel et le développement du secteur des biens non échangeables au détriment du secteur productif.

Ainsi, bien que les envois de fonds occupent une place croissante dans les flux financiers internationaux, leur effet sur la croissance économique au Liban demeure encore insuffisamment exploré. La littérature existante reste globalement indécise quant à la nature de cette relation, en raison de résultats empiriques hétérogènes selon les contextes étudiés et les choix méthodologiques adoptés. L'importance de ce travail réside alors dans le fait qu'il dépasse une approche strictement bidimensionnelle centrée sur la relation entre transferts de fonds et croissance, en intégrant explicitement le rôle du marché du travail, de la gouvernance et de l'ouverture commerciale. En effet, les transferts de fonds peuvent influencer simultanément la consommation, l'investissement et l'emploi, tout en générant des effets externes à travers les importations et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Contrairement à d'autres pays en développement où les transferts de fonds ont souvent permis de soutenir l'investissement productif ou l'inclusion financière, le Liban présente plusieurs particularités structurelles susceptibles d'en limiter les effets bénéfiques sur la croissance. Ces spécificités incluent une gouvernance économique instable, une intermédiation bancaire peu orientée vers le financement de l'activité productive, un marché du travail fortement informel et une forte exposition aux chocs macroéconomiques. Par ailleurs, l'absence de mécanismes publics efficaces de canalisation des transferts vers l'investissement accentue leur orientation vers la consommation de biens non échangeables. Ces caractéristiques permettent de comprendre pourquoi les effets des transferts de fonds au Liban peuvent différer substantiellement de ceux observés dans d'autres pays.

À partir de ces constats, une question centrale se pose concernant le cas libanais : les transferts constituent-ils un levier de croissance durable ou un facteur de dépendance structurelle ?

Cette étude s'interroge sur la nature et la direction du lien entre les transferts de fonds, la croissance économique et le chômage au Liban. Les transferts constituent-ils un moteur de développement ou un facteur de dépendance macroéconomique ? Plus précisément, dans quelle mesure la qualité institutionnelle conditionne-t-elle l'impact de ces flux financiers sur la dynamique de croissance ?

Ces questions guident trois objectifs principaux :

1. Évaluer l'effet direct et indirect des transferts sur la croissance et l'emploi ;
2. Identifier les canaux de transmission (consommation, investissement, importations, chômage) à travers lesquels ces flux agissent ;
3. Examiner le rôle modérateur de la gouvernance dans cette relation.

C'est dans cette perspective que la présente étude propose une nouvelle approche intégrée reliant transferts, croissance et chômage dans un cadre macroéconomique dynamique. Elle mobilise un modèle structurel élargi, combinant les estimations ARDL et les équations simultanées récursives, afin de capter à la fois les effets directs et indirects des transferts. De plus, elle introduit une interaction entre les transferts et la qualité institutionnelle pour examiner dans quelle mesure la gouvernance conditionne leur impact sur la croissance.

Ce positionnement permet ainsi de dépasser les analyses fragmentées existantes et d'apporter une lecture systémique de la relation transferts-croissance-emploi dans le contexte libanais, où les remises constituent à la fois une source majeure de financement et un facteur potentiel de déséquilibre structurel.

Le reste de ce travail est structuré comme suit. La section 2 présente une revue de la littérature empirique internationale sur le lien entre transferts de fonds et croissance économique ; la section 3 expose le modèle théorique et les fondements conceptuels de l'analyse ; la section 4 décrit la méthodologie économétrique retenue ; la section 5 détaille la base de données et les sources utilisées ; la section 6 présente les résultats empiriques et leur interprétation ; enfin, la section 7 propose une discussion économique et conclut l'étude.

2. Literature review

Afin d'analyser rigoureusement le rôle des transferts de fonds dans le processus de croissance économique, cette section propose d'abord un éclairage théorique des mécanismes potentiels à l'œuvre, avant de présenter une revue critique de la littérature empirique.

2.1. Cadres théoriques de l'impact des transferts de fonds sur la croissance

Dans une perspective microéconomique, Lucas et Stark (1985) puis Rapoport et Docquier (2006) montrent que les transferts de fonds obéissent à plusieurs logiques économiques complémentaires (altruisme, assurance et investissement) qui déterminent leur usage et leurs effets macroéconomiques. Les remises ne constituent pas de simples flux monétaires, mais s'inscrivent dans des stratégies intertemporelles de partage du risque et d'allocation du capital entre pays d'origine et pays d'accueil.

Sur le plan macroéconomique, les modèles de croissance endogène (Romer, 1990 ; Lucas, 1988) mettent en avant le rôle central du capital humain, de l'investissement privé et de

l'innovation dans la dynamique de croissance à long terme. Dans ce contexte, les transferts de fonds peuvent constituer une source externe de financement, susceptible de soutenir l'investissement dans l'éducation, la santé ou encore l'entrepreneuriat, autant de leviers essentiels dans les modèles à rendements croissants ou de type AK. Par leur effet sur l'épargne domestique et l'accumulation du capital humain, les transferts peuvent ainsi contribuer à l'amélioration de la productivité globale des facteurs.

Ensuite, le modèle de transmission intergénérationnelle du capital sous contrainte de liquidité, proposé par Galor et Zeira (1993), offre un cadre théorique particulièrement pertinent pour les pays caractérisés par une forte inégalité initiale et un accès limité au financement formel. Ce modèle postule que, du fait de l'imperfection des marchés de crédit et de l'asymétrie d'information, les ménages à faibles ressources ne peuvent investir dans des activités à rendement élevé (éducation, entrepreneuriat), ce qui perpétue les inégalités et freine la croissance. Dans ce cadre, les transferts de fonds agissent comme une dotation initiale exogène permettant de relâcher la contrainte de liquidité et de déclencher des trajectoires d'investissement autrement inaccessibles. Ils favorisent ainsi une croissance plus inclusive et contribuent à réduire les inefficiences dynamiques liées à l'exclusion financière.

Enfin, le modèle d'interaction entre transferts et développement financier, formalisé par Giuliano et Ruiz-Arranz (2009), complète cette perspective en soulignant que l'impact des transferts dépend du degré de développement du système financier. S'inscrivant dans la lignée des travaux de McKinnon (1973) et Shaw (1973), ce cadre théorique soutient que, dans les économies à faible inclusion financière, les transferts peuvent jouer un rôle compensatoire en facilitant l'accès au financement, en agissant comme un substitut au crédit bancaire formel. À l'inverse, dans les pays dotés de systèmes financiers développés, leur effet marginal sur la croissance tend à diminuer, les besoins étant déjà satisfaits par les mécanismes classiques d'intermédiation. Ce modèle permet ainsi d'éclairer l'hétérogénéité des effets observés selon les contextes institutionnels.

2.2. Les canaux de transmission dans les économies à forte dépendance externe

Au-delà des cadres généraux exposés précédemment, la littérature identifie un ensemble de canaux par lesquels les transferts de fonds affectent la croissance dans les économies caractérisées par une forte dépendance externe. Ces économies se distinguent par trois traits : les envois de fonds y représentent une part durablement élevée du PIB, le secteur exportateur

y est peu diversifié et structurellement en déficit commercial, et le système financier y reste peu profond. Quatre canaux principaux structurent cette littérature et fondent l'architecture du modèle présenté à la section 3.

Le mécanisme le plus direct est celui du revenu et de la consommation, fondé sur l'effet multiplicateur keynésien (Keynes, 1936) : une hausse des transferts accroît le revenu disponible des ménages et stimule la demande globale. Dans les économies à appareil productif étroit, cette demande se porte cependant majoritairement sur des biens importés plutôt que sur la production locale. Ce risque a déjà été relevé au Liban par Awdeh (2014), qui montre que les transferts alimentent surtout la consommation de base sans générer d'investissement productif durable. L'impulsion de revenu se transforme alors en une fuite vers l'extérieur.

Un second mécanisme passe par l'investissement sous contrainte de liquidité. Les transferts de fonds peuvent desserrer les contraintes financières des ménages et favoriser l'accumulation d'actifs et l'investissement (Adams, 1998). Sur le plan théorique, cet effet dépend de la situation financière et productive des bénéficiaires : lorsque les transferts atteignent des entrepreneurs contraints financièrement mais disposant de capital productif, ils peuvent favoriser l'investissement et l'activité (Bahadir et al., 2018). Ce mécanisme de desserrement des contraintes de financement est également mis en évidence dans le contexte des transferts migratoires par Acharya et Leon-Gonzalez (2014). À défaut d'opportunités productives, les fonds reçus peuvent toutefois être davantage orientés vers la consommation que vers l'accumulation de capital.

Les transferts affectent également le marché du travail : en se substituant partiellement au revenu du travail, ils modifient l'arbitrage travail-loisir des ménages, dès lors que le salaire de réserve implicite qu'ils procurent excède le salaire offert sur le marché domestique. Ce mécanisme de désincitation, documenté par Kapur (2003) et évoqué pour le cas libanais par Tabar (2009), peut se traduire par une baisse du taux d'activité.

La qualité des institutions constitue enfin un quatrième déterminant, transversal aux précédents. North (1990) montre que la qualité des institutions, l'ensemble des règles formelles et informelles encadrant l'activité économique, détermine les incitations à l'investissement productif et l'efficacité de l'allocation des ressources. Appliqué aux transferts de fonds, ce cadre implique que leur capacité à générer un effet de croissance dépend de l'aptitude des institutions à orienter ces flux vers des usages productifs plutôt que vers la rente ou la consommation

improductive, conformément à la thèse de la primauté des institutions dans la trajectoire de croissance défendue par Acemoglu et Robinson (2012).

Ces canaux ne sont pas mutuellement exclusifs : ils opèrent simultanément. Leur résultante nette dépend de la structure productive et du cadre institutionnel propres à chaque économie. Le Liban illustre de façon particulièrement nette une configuration où les canaux défavorables dominent : son secteur exportateur reste peu diversifié et structurellement en déficit commercial, et sa gouvernance demeure fragile.

2.3. Transferts de fonds et croissance : enseignements de la recherche empirique

La littérature empirique sur les effets des transferts de fonds sur la croissance économique reste marquée par des conclusions contrastées. Alors que certains travaux mettent en évidence leur rôle de levier financier et de stabilisateur macroéconomique, d'autres soulignent des effets pervers liés à la dépendance, à la désincitation au travail ou à des déséquilibres externes.

Les effets positifs : un levier de croissance et de développement

De nombreux travaux empiriques concluent à un impact favorable des transferts de fonds sur la croissance, notamment à travers les canaux de l'investissement, de la consommation et du crédit. Dans le contexte asiatique, Islam (2022) montre, à partir de données couvrant la période 1986–2019, que les remises stimulent la croissance économique en renforçant l'investissement productif. De manière convergente, Pal et al. (2022) mettent en évidence, sur un échantillon de pays de différents niveaux de revenu, que les transferts favorisent la croissance et contribuent à la réduction du chômage dans les pays à revenu faible et intermédiaire, tout en réduisant les inégalités mondiales.

Dans les petites économies insulaires, Abdillah (2022) observe, à partir d'un modèle ARDL appliqué aux Comores (1985–2019), que les remises exercent un effet positif et durable sur le crédit et l'investissement. Dans la région MENA, Zaghdoudi et Ayoub (2023) concluent également à un effet favorable sur la croissance entre 2005 et 2020, mesuré à l'aide d'un modèle GMM dynamique, tout en soulignant le rôle modérateur des institutions et de la stabilité politique. Ces résultats rejoignent ceux de Faini (2002) et El Hamma (2018), pour qui la qualité institutionnelle constitue une condition essentielle de l'efficacité des transferts.

Des analyses comparatives à large échelle confirment ces constats. Bangake et al. (2019), sur 49 pays (2001–2013), montrent que les remises migratoires allègent les contraintes de financement, stimulent la consommation et soutiennent l'investissement privé, générant ainsi des effets multiplicateurs sur la croissance. Matuzeviciute et Butkus (2016), sur un panel de 116 pays (1990–2014), concluent également à un effet positif à long terme, davantage marqué dans les économies à faible niveau de développement. Dans une étude couvrant 64 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, Nsiah et Fayissa (2013) estiment qu'une augmentation de 10 % des transferts de fonds accroît le PIB par habitant de 0,4 %, confirmant leur rôle de catalyseur de croissance inclusive.

Des études de cas nationaux corroborent ces résultats. Kumar (2013), pour le Guyana (1982–2010), démontre à l'aide d'un modèle de Solow élargi et d'un test ARDL que les transferts stimulent la croissance du PIB à court et à long termes. De même, Vargas-Silva et al. (2009) estiment qu'une hausse de 10 % des remises, en proportion du PIB, accroît la croissance annuelle de 0,9 à 1,2 %.

Enfin, Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) démontrent que les transferts compensent les imperfections du marché du crédit dans les pays à faible développement financier, favorisant ainsi l'investissement privé. De Haas (2007) ajoute que si les transferts peuvent dynamiser l'activité à court terme, ils ne sauraient à eux seuls remédier aux déséquilibres structurels persistants dans les pays en développement.

En résumé, la littérature récente montre que l'impact des transferts de fonds dépend de la combinaison de plusieurs canaux tels que la consommation, investissement, emploi et ouverture commerciale et du rôle modérateur des institutions. Ces enseignements constituent la base du modèle théorique présenté dans la section suivante, qui formalise les mécanismes de transmission entre transferts, croissance et marché du travail dans le contexte libanais.

Des effets conditionnels : l'importance du cadre institutionnel et financier

Plusieurs travaux récents mettent en évidence un effet conditionnel des transferts, dépendant du contexte macroéconomique et institutionnel. Zaghdoudi et Ayoub (2023) montrent ainsi que la stabilité politique et la qualité des institutions déterminent la capacité des remises à générer un effet de croissance dans la région MENA. Rehman et al. (2021), sur six pays des Balkans

(2000–2017), soulignent, à l'aide d'un modèle GMM, qu'un système financier développé renforce le lien entre transferts et croissance.

Les effets pervers : dépendance, syndrome hollandais, effet boomerang et désincitation

À l'opposé, un ensemble d'études souligne les effets potentiellement négatifs des transferts de fonds sur la croissance. Ces travaux insistent sur le fait que les remises peuvent alimenter principalement la consommation non productive, plutôt que l'investissement. Sutradhar (2020), pour quatre pays d'Asie du Sud (1977–2016), conclut que les transferts servent souvent à des dépenses de court terme, sans effet durable sur le capital productif. Oteng-Abayie et al. (2020), au Ghana, montrent qu'à long terme, les remises peuvent même ralentir la croissance lorsqu'elles ne sont pas orientées vers l'épargne et l'investissement.

De manière plus globale, Sobiech (2015), sur 54 pays en développement, démontre que les transferts ont un effet défavorable sur la croissance dans les économies à faible développement financier. Ces résultats suggèrent qu'en l'absence d'intermédiation bancaire efficace, les remises ne parviennent pas à irriguer le tissu productif.

D'autres études mettent en évidence des effets macroéconomiques externes défavorables. Amuedo-Dorantes (2014) observe que l'afflux de devises provenant des transferts peut provoquer une appréciation du taux de change réel, réduisant la compétitivité des exportations. Ce phénomène, analysé par Acosta et al. (2009), s'apparente à un syndrome hollandais : la demande accrue de biens non échangeables entraîne une hausse de leurs prix relatifs et détourne les ressources du secteur exportateur. Ce mécanisme trouve une illustration directe dans le cas libanais : Tabet et al. (2021) montrent, sur la période 1984-2016, que les transferts de fonds ont provoqué une appréciation du taux de change réel et favorisé l'expansion du secteur des biens non échangeables au détriment du secteur productif exportateur, et donc un syndrome hollandais.

Un autre mécanisme susceptible de limiter l'impact des transferts sur la croissance est l'effet boomerang, par lequel une partie du revenu transféré est réinjectée dans l'économie d'origine des migrants sous forme d'importations plutôt que de soutenir la production domestique. Regmi (2022), à partir de données de pays en développement, montre que les remittances détériorent significativement la balance commerciale, les importations progressant davantage que les exportations. Plus récemment, Akpa et Awode (2024), sur quatre grands pays

récepteurs de remises (Égypte, Nigeria, Chine et Inde) sur la période 1981–2019, mettent en évidence un effet boomerang en Égypte et au Nigeria, mais pas en Chine et en Inde.

Enfin, certaines recherches soulignent les effets comportementaux induits par les transferts. Chami et al. (2003), sur un échantillon de 113 pays, montrent que la majorité des fonds reçus est consacrée à la consommation et à des placements non productifs (immobilier, bijoux, terres). Kapur (2003) met en avant un phénomène de dépendance économique : dans les communautés fortement exposées aux remises, les incitations à participer au marché du travail diminuent, la croissance de la consommation excédant celle de la production. Ces mécanismes contribuent à expliquer pourquoi certains pays à forte réception de transferts n'enregistrent pas de gains de productivité ni de transformation structurelle.

L'ensemble de ces travaux met en évidence une relation non linéaire et conditionnelle entre transferts de fonds et croissance économique. Les effets positifs apparaissent principalement lorsque les remises sont orientées vers l'investissement productif et que les institutions et les marchés financiers permettent leur transmission à l'économie réelle. À l'inverse, lorsqu'elles alimentent principalement la consommation, les importations ou se substituent au revenu du travail, leur contribution à la croissance peut être limitée, voire négative.

Le cas libanais est particulièrement intéressant au regard de ces résultats. Les études existantes aboutissent à des conclusions contrastées : Dauod et Ramirez (2024) mettent en évidence un effet positif des transferts sur la production industrielle, tandis qu'Abosedra et Fakih (2017) soulignent l'importance du développement financier dans leur relation avec la croissance. À l'inverse, Awdeh (2014) montre leur forte orientation vers la consommation, tandis que Tabar (2009) et Tabet et al. (2021) mettent en évidence des effets susceptibles de limiter leur contribution à l'activité productive. Le Liban apparaît ainsi comme un cas où l'importance quantitative des remises ne garantit pas leur contribution effective à la croissance.

Notre étude se distingue des travaux antérieurs en analysant conjointement la croissance et le marché du travail, tout en intégrant les principaux canaux de transmission identifiés dans la littérature.

3. Methodology

3.1. Fondements théoriques du modèle

Notre modèle théorique s'appuie sur la littérature classique analysant les canaux macroéconomiques par lesquels les transferts de fonds influencent la croissance économique. Barajas et al. (2009) identifient trois mécanismes principaux : le canal de la consommation, le canal de l'investissement et le canal institutionnel, qui déterminent l'efficacité des remises. Catrinescu et al. (2009) soulignent que l'impact des transferts dépend fortement de la solidité des institutions, tandis que Chami et al. (2003) mettent en évidence un possible effet de désincitation au travail susceptible de réduire l'offre de main-d'œuvre domestique.

Dans cette continuité théorique, notre modèle élargit le cadre existant selon trois directions essentielles.

Premièrement, il introduit explicitement le canal du marché du travail, en considérant le chômage comme variable endogène influencée par les remises, une dimension absente de la majorité des travaux empiriques sur le Liban. Deuxièmement, il intègre le canal des importations, particulièrement pertinent dans une économie où les transferts financent largement l'achat de biens importés, limitant la création de valeur ajoutée locale. Troisièmement, il adopte une architecture causale simultanée, permettant d'isoler les effets directs et indirects des remises sur la croissance, une approche rarement mobilisée dans les études consacrées aux pays fortement dépendants aux flux migratoires.

Sur cette base, les relations structurelles entre transferts, consommation, investissement, importations, chômage et institutions sont formalisées comme suit :

$$CN_t = \lambda_0 + \lambda_1 TR_t + \lambda_2 IG_t + \mu_t \quad (1)$$

$$IV_t = \phi_0 + \phi_1 TR_t + \phi_2 IG_t + \phi_3 (TR_t \times IG_t) + \nu_t \quad (2)$$

$$CHOM_t = \theta_0 + \theta_1 TR_t + \theta_2 MIGR_t + \theta_3 IG_t + \epsilon_t \quad (3)$$

$$IM_t = \psi_0 + \psi_1 CN_t + \psi_2 TR_t + \psi_3 IG_t + \eta_t \quad (4)$$

En combinant ces équations comportementales, la croissance du PIB réel est exprimée sous la forme d'un modèle structurel réduit rassemblant simultanément les canaux internes

(consommation, investissement, emploi) et externes (importations, migration) par lesquels les transferts exercent leurs effets :

$$\begin{aligned} \Delta PIB_t = & \alpha_0 + \alpha_1 TR_t + \alpha_2 MIGR_t + \alpha_3 CHOM_t \\ & + \alpha_4 CN_t + \alpha_5 IV_t + \alpha_6 IM_t + \alpha_7 (IG * TR_t) + \epsilon_t \end{aligned} \quad (5)$$

Cette spécification agrégée permet de tester empiriquement la contribution des transferts à la croissance, tout en tenant compte du rôle modérateur de la gouvernance et de la structure d'ouverture du pays. Elle reprend les fondements des modèles de Barajas et al. (2009) et Catrinescu et al. (2009), mais s'en distingue par l'intégration du marché du travail, du canal des importations et d'une structure causale simultanée, offrant ainsi une représentation plus complète des mécanismes macroéconomiques à l'œuvre dans les économies à forte dépendance migratoire. Ce cadre constitue la base conceptuelle des estimations présentées dans la section suivante.

3.2. Données et sources

L'étude mobilise des données annuelles couvrant la période 1990–2023, correspondant à l'intervalle pour lequel des séries cohérentes, continues et comparables sont disponibles pour l'ensemble des variables du modèle. Cette période inclut plusieurs phases clés de l'économie libanaise (reconstruction, ralentissements économiques successifs, pressions externes) mais surtout la rupture systémique de 2019 qui a profondément modifié le fonctionnement macroéconomique du pays.

Les variables macroéconomiques fondamentales, PIB réel, consommation, investissement et importations, proviennent des *World Development Indicators* (WDI) de la Banque mondiale, choisis pour leur rigueur méthodologique et leur comparabilité internationale. Les données relatives au marché du travail, incluant le taux de chômage et les flux migratoires nets, sont extraites des bases de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les indicateurs de gouvernance sont issus des *Worldwide Governance Indicators* (WGI), qui mesurent six dimensions essentielles de la qualité institutionnelle : stabilité politique, efficacité gouvernementale, qualité de la régulation, primauté du droit, voix et responsabilité, et contrôle de la corruption.

Les données sur les transferts de fonds ont fait l'objet d'une harmonisation spécifique : pour 1990–2002, les valeurs ont été recueillies à partir de publications officielles de la Banque du Liban et de sources nationales, puis alignées sur la méthodologie des WDI afin d'assurer la continuité temporelle et la cohérence des séries. Cela garantit une définition homogène des remises sur l'ensemble de la période étudiée.

Toutes les variables monétaires ont été converties en termes réels et exprimées en pourcentage du PIB ou sous forme d'indices, selon leur nature, afin d'en faciliter l'interprétation et de limiter les problèmes d'hétéroscédasticité. Un lissage modéré a été appliqué ponctuellement pour atténuer les fluctuations extrêmes, sans altérer la dynamique sous-jacente des séries.

Enfin, une seule rupture structurelle (BREAK19) a été intégrée au modèle. Ce choix s'explique par le fait que la crise de 2019 constitue le seul choc ayant entraîné un effondrement bancaire, une crise monétaire, une paralysie du crédit et une contraction exceptionnelle du PIB. Les autres épisodes correspondent davantage à des perturbations conjoncturelles ou à des chocs temporaires, sans altérer de manière permanente la trajectoire structurelle de l'économie. L'utilisation exclusive de BREAK19 permet donc de capturer le choc véritablement systémique sans surfragmenter le modèle.

3.3. Méthodologie économétrique

Afin d'assurer la robustesse des résultats et de capter les différentes dimensions temporelles et structurelles de la relation entre transferts, chômage et croissance, deux approches économétriques sont mobilisées.

Le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) constitue le point de départ de l'analyse. Il permet d'identifier simultanément les effets de court et de long terme dans un cadre adapté aux séries mixtes $I(0)$ et $I(1)$ et aux échantillons restreints.

Ensuite, le modèle d'équations simultanées récursives approfondit cette analyse en explorant les canaux de transmission structurels (consommation, investissement, importations et chômage) à travers lesquels les transferts influencent la croissance.

Ces deux approches sont complémentaires et séquentielles, chacune répondant à une question distincte. L'ARDL permet d'identifier l'existence, le signe et la temporalité de la relation entre transferts et croissance, mais ne permet pas d'identifier précisément les mécanismes de

transmission. Le système d'équations simultanées récursives complète cette analyse en décomposant l'effet global des transferts à travers les différents canaux afin d'isoler leur contribution respective à la croissance. Ainsi, l'ARDL établit la dynamique de l'effet agrégé, tandis que le système récursif en explicite les mécanismes de transmission.

Toutes les variables quantitatives continues sont utilisées sous forme logarithmique afin de stabiliser la variance et de réduire l'hétéroscédasticité, ce qui améliore la qualité des estimations. Cette transformation contribue également à linéariser les relations potentiellement non linéaires entre les variables macroéconomiques, facilitant ainsi la modélisation et la robustesse des résultats.

Nous mobilisons dans un premier temps le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag), qui peut être appliqué lorsque les séries sont intégrées d'ordre zéro ou un [I(0), I(1)], ou présentent une combinaison des deux. Ce modèle présente plusieurs avantages : il autorise l'estimation simultanée des effets à court et à long terme, il s'adapte aux petits échantillons et permet de limiter les biais d'endogénéité grâce à l'introduction de retards (Menegaki, 2019).

L'équation ARDL peut être exprimée ainsi :

$$\begin{aligned} \Delta PIB_t = & \theta + \sum_{i=1}^p \theta_{1,i} \Delta PIB_{t-i} + \sum_{i=1}^q \theta_{2,i} \Delta TR_{t-i} + \sum_{i=1}^q \theta_{3,i} \Delta MIGR_{t-i} + \sum_{i=1}^q \theta_{4,i} \Delta CHOM_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^q \theta_{5,i} \Delta CN_{t-i} + \sum_{i=1}^q \theta_{6,i} \Delta IM_{t-i} + \sum_{i=1}^q \theta_{7,i} \Delta IV_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^q \theta_{7,i} \Delta (IG * TR)_{t-i} + \eta_1 ECT_{t-1} + \mu_t \end{aligned} \quad (6)$$

où ECT désigne le terme de correction d'erreur, mesurant la vitesse d'ajustement des variables vers l'équilibre de long terme.

Une variable muette (BREAK19) a été intégrée pour capturer la rupture structurelle majeure survenue à partir de 2019, marquée par l'effondrement financier et la crise économique systémique au Liban. Son inclusion permet d'éviter que ce choc exceptionnel ne soit attribué à tort aux transferts ou aux autres variables macroéconomiques.

Afin d'analyser les canaux de transmission des transferts de fonds vers la croissance économique, un modèle d'équations simultanées récursives est également estimé. Ce dispositif permet de prendre en compte les interdépendances entre les variables macroéconomiques : les transferts de fonds influencent la consommation, l'investissement, les importations et le chômage, lesquels déterminent à leur tour le niveau du PIB.

L'ordre récursif adopté repose sur une hiérarchie économique des relations causales entre les variables. Les transferts de fonds (TR) sont considérés comme exogènes à court terme, car ils dépendent principalement des revenus et des décisions des migrants à l'étranger, et non des conditions macroéconomiques domestiques. Ces transferts influencent directement quatre variables intermédiaires : la consommation (CN), l'investissement (IV), les importations (IM) et le chômage (CHOM). Ces variables intermédiaires sont à leur tour endogènes dans le système, car elles réagissent aux chocs internes et participent à la formation du PIB, variable la plus agrégée du modèle.

Cette hiérarchie repose sur une hypothèse de vitesse de propagation des chocs : les ménages ajustent leur consommation et leur investissement dès réception des transferts, alors que ces arbitrages ne se traduisent en variation du PIB qu'avec un certain délai. Cela suppose donc la non-rétroaction instantanée du PIB sur les transferts ou leurs canaux de transmission, ce qui constitue la restriction d'exclusion principale : les équations de comportement intermédiaire (CN, IV, IM, CHOM) ne contiennent pas le PIB parmi leurs déterminants contemporains, ce qui identifie le système sans recourir à des instruments externes.

En pratique, ces restrictions d'identification assurent la cohérence du modèle récursif et permettent d'interpréter les coefficients estimés comme des effets directionnels plausibles, conformes à la logique macroéconomique des économies à forte dépendance aux remises.

Dans ce cadre, chaque équation est d'abord estimée séparément afin d'obtenir les valeurs prédites des variables dépendantes endogènes, utilisées ensuite comme instruments dans l'équation de croissance. Le système s'écrit comme suit :

$$CN = \beta_0 + \beta_1 TR + u_t \quad (7)$$

$$IV = \beta_2 + \beta_3 TR + u_t \quad (8)$$

$$IM = \beta_4 + \beta_5 TR + u_t \quad (9)$$

$$CHOM = \beta_6 + \beta_7 TR + u_t \quad (10)$$

$$PIB = \beta_8 + \beta_9 \widehat{CN} + \beta_{10} \widehat{IV} + \beta_{11} \widehat{IM} + \beta_{12} \widehat{CHOM} + u_t \quad (11)$$

où CN désigne la consommation des ménages, IV l'investissement national, IM les importations, CHOM le taux de chômage et PIB le produit intérieur brut par habitant. Les variables marquées d'un accent circonflexe représentent leurs valeurs prédites.

Par ailleurs, afin d'examiner si la qualité institutionnelle module l'effet des transferts de fonds sur la croissance, une spécification étendue introduit une interaction entre l'indice de gouvernance et les transferts (IG*TR). Cette formulation permet de tester un effet modérateur institutionnel potentiel dans la relation transferts-croissance.

4. Résultats et discussion

Nous nous intéressons d'abord aux résultats des statistiques descriptives avant de présenter les résultats économétriques.

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'étude pour la période 1990-2023 sont présentées dans le tableau 1. Le PIB annuel moyen par habitant est de 5154,06 dollars. Le niveau maximum et minimum du PIB par habitant au cours de cette période est respectivement de 9225,85 et de 789,85. L'afflux moyen de transferts de fonds était de 21,07 % du PIB. Le niveau maximum des envois de fonds représente 64,05 % du PIB et le niveau minimum est de 9,35%. Le taux de chômage moyen affiche 8,50 % de la population active totale. Le niveau maximum de chômage présente 12,61 % de la population active totale et le niveau minimum de 6,35 %. La migration de travail moyenne est de 626690,4. Le niveau maximum de migration de travail est de 2037371 et le niveau minimum affiche 302426. La moyenne des importations est de 55,72 % du PIB. Le niveau maximum des importations au cours de la période observée est de 99,91 % et le niveau minimum de 34,94 %. La consommation nationale moyenne représente 91,95% du PIB, le maximum affiche 117,86% et le minimum 82%. Enfin, l'investissement national moyen affiche 25,91% du PIB. Il atteint un niveau maximum de 36,65% et son niveau minimum est de 19,39%. L'indice de gouvernance présente une moyenne de -1,1055, traduisant une qualité institutionnelle globalement faible. La valeur minimale est de -1,61, tandis que la valeur maximale atteint -0,77, ce qui reste largement en deçà des standards de bonne gouvernance internationale.

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables

Variable	PIB	TR	MIGR	IV	IM	CHOM	CN	IG
Moyenne	5154,06	21,0789	626690,8	25,9146	55,7236	8,50258	91,9581	-1,1055
	5	1		5	1	6	2	
Médiane	4625,30	17,2252	398725,0	25,0361	56,0609	8,45600	88,1445	-1,07
	4	5		9	9	0	9	
Maximum	9225,84	64,0482	2037371,	36,6527	99,9130	12,6100	117,868	-0,77
m	5	4	0	9	2	0	3	
Minimum	789,850	9,35127	302426,0	19,3994	34,9428	6,35500	82,0084	-1,61
m	4	2		2	9	0	2	
Ecart-type	2471,69	11,8105	481148,3	4,87266	14,2741	1,12467	10,6167	0,19502
	4	5		8	4	5	6	5

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

6.1. Test de racine unitaire

Les résultats du test d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) révèlent que, à l'exception des transferts de fonds et du chômage qui sont stationnaires au niveau, toutes les autres variables sont stationnaires après la première différence. En outre, le test ne signale aucune intégration d'ordre I(2). Les variables étant classées comme une combinaison de I(0) et I(1), nous pouvons adopter l'ARDL. Dans le tableau 2, nous présentons les résultats des tests de racine unitaire (ADF).

Tableau 2. Résultats du test de la racine unitaire

Variables	Au niveau		A la première différence	
	Constante	Prob	Constante	Prob
LnPIB	-1.524	0.5063	-4.521	0.0000***
LnTR	-3.234	0.0341**	—	—
CHOM	-5.289	0.0002***	—	—
LnIM	-2.541	0.1214	-4.417	0.0013***
LnIV	-1.472	0.5379	-4.008	0.0075***
LnCN	-1.728	0.4185	-5.663	0.0000***
LnMIG	-2.781	0.1782	-4.331	0.0003
LOG_IG_TR	-1.981	0.3852	-4.955	0.0002

***, ** et * indiquent une significativité aux niveaux de 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

6.2. Test de Co-intégration par les Limites

Après avoir vérifié la stationnarité, nous appliquons le test des limites pour la co-intégration qui évalue l'existence d'une relation stable à long terme entre les variables.

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	7.641942	10%	1.92	2.89
k	7	5%	2.17	3.21
		2.5%	2.43	3.51
		1%	2.73	3.9
Finite Sample: n=35				
Actual Sample Size	32	10%	2.196	3.37
		5%	2.597	3.907
		1%	3.599	5.23
Finite Sample: n=30				
		10%	2.277	3.498
		5%	2.73	4.163
		1%	3.864	5.694

Comme le montre le tableau 3, la statistique F obtenue (10,21) est largement supérieure à la borne critique supérieure (I(1)) à 5 % (soit 3,5). Cette situation permet de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de co-intégration au seuil de 5 %, et de conclure à l'existence d'une relation stable à long terme entre les variables étudiées.

Tableau 3. Résultats du test des bornes

Test de bornes					
H_0 : pas de cointégration à long terme					
Statistique de test	Valeur	Significativité	I(0)	I(1)	
F Stat	10,21	10%	2,22	3,17	
K	7	5%	2,5	3,5	
		2,5%	2,76	3,81	
		1%	3,07	4,23	

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

Dans le tableau 4, nous présentons les effets des variables sur la croissance à long terme. Le coefficient négatif des transferts indique qu'une hausse des transferts de 1% réduit la croissance de 0,44%. Ce résultat suggère un effet désincitatif : les transferts engendrent une dépendance vis-à-vis de l'extérieur, réduisent l'investissement productif local et limitent les initiatives entrepreneuriales, ce qui peut finalement entraîner une stagnation de l'accumulation de capital et, par conséquent, un ralentissement du potentiel de croissance économique. Les transferts

semblent favoriser une consommation orientée vers le court terme au détriment de l'investissement productif ; si cela améliore temporairement le bien-être des ménages, l'impact sur la croissance reste limité en l'absence de retombées durables sur l'emploi ou la productivité, et cette dépendance peut également réduire la pression exercée sur l'État et le secteur privé pour améliorer les infrastructures. L'effet non significatif de l'investissement dans notre estimation reflète cette faiblesse structurelle : malgré des flux financiers importants, l'économie libanaise peine à les transformer en croissance effective.

Contrairement à une partie de la littérature qui associe la migration à un impact négatif sur la croissance via la perte de capital humain (Beine et al., 2016 ; Docquier & Rapoport, 2008), nos estimations ne mettent en évidence aucun effet significatif pour le cas libanais. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que la migration reflète davantage les déséquilibres structurels du pays (faiblesse du marché du travail, opportunités limitées, instabilité économique) qu'un mécanisme direct de création de valeur ajoutée.

L'intégration du chômage constitue un apport original de cette étude, cette variable n'ayant pas été examinée auparavant dans le cas libanais. Nos résultats montrent qu'à long terme, le chômage exerce un effet négatif et significatif sur la croissance, en cohérence avec les travaux de Furceri et Ostry (2018) ainsi que Ball et al. (2014), qui mettent en évidence l'érosion du capital humain et la perte de productivité potentielle comme facteurs limitant la dynamique de croissance.

La consommation présente un coefficient négatif mais non significatif, ce qui s'explique par la structure même de l'économie libanaise, fortement dépendante des importations : une large part des dépenses des ménages se dirige vers des biens importés, ce qui réduit mécaniquement les effets multiplicateurs internes tels que décrits par le multiplicateur keynésien en économie ouverte (Keynes, 1936). Les importations affichent quant à elles un coefficient positif mais non significatif, confirmant ce même mécanisme : dans une économie où la demande intérieure se traduit en grande partie par des importations, l'augmentation de ces dernières se traduit par des « fuites » du revenu national vers l'extérieur, limitant leur capacité à générer de la valeur ajoutée domestique. Ce mécanisme est particulièrement pertinent pour interpréter l'impact des transferts : s'ils financent essentiellement des biens importés, leur contribution potentielle à la croissance est mécaniquement réduite, ce qui explique l'absence d'effet significatif à long terme.

Enfin, le terme d'interaction IG*TR n'est pas significatif, ce qui indique que la qualité institutionnelle ne modifie pas significativement l'effet des transferts sur la croissance dans le cas libanais. Ce résultat rejoint les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012), Barajas et al. (2011) et Nyamongo et al. (2012), qui soulignent l'importance de la solidité institutionnelle et de la capacité de l'État à orienter les transferts vers l'investissement et la création de valeur. Il peut aussi être mis en perspective avec deux contraintes structurelles : un secteur exportateur étroit et peu diversifié, qui limite les opportunités d'investissement rentables, et une intermédiation bancaire historiquement orientée vers le financement de la dette publique et de l'immobilier, au détriment des petites et moyennes entreprises. La non-significativité d'IG*TR ne renvoie donc pas uniquement à un niveau général de gouvernance insuffisant, mais reflète l'absence d'instruments publics permettant de canaliser les transferts vers l'investissement productif, à l'image des dispositifs ciblés développés par le Maroc ou les Philippines (produits d'épargne dédiés à la diaspora, mécanismes de garantie de crédit aux PME). Le cas libanais suggère ainsi que l'enjeu n'est pas seulement le volume des transferts, mais surtout la capacité du système productif, financier et institutionnel à les transformer en capital productif.

Tableau 4. Effets à long terme des envois de fonds sur la croissance

Equation en niveaux			
Cas 2 : Constante restreinte et absence de tendance			
Variable	coefficient	Écart-type	Prob
LOG_C	-0.369436	0.365516	0.3248
LOG_IM	0.194642	0.211495	0.3689
LOG_IV	-0.073144	-0.666953	0.5128
CHOM	-0.131563	0.043947	0.0075
LOG_TR	-0.442065	0.154880	0.0101
LOG_MIG	-0.144168	-1.352987	0.1919
LOG_IG*TR	0.107084	0.272624	0.7881
Constante	0.077212	3.379103	0.0031

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

6.3. Effets à Court Terme

Les résultats de court terme confirment en partie les dynamiques mises en évidence à long terme, tout en révélant certains ajustements propres à l'horizon immédiat. À court terme, les

transferts exercent un effet négatif, indiquant que les variations soudaines des remises tendent surtout à alimenter une consommation de biens importés ou des comportements d'ajustement des ménages plutôt qu'à stimuler directement l'activité économique. Ce résultat rejoint l'interprétation de long terme, selon laquelle les transferts financent principalement des dépenses peu productives.

De même, la consommation et les importations n'ont pas d'effet significatif à court terme, ce qui s'explique par la structure import-dépendante de l'économie libanaise : leurs fluctuations immédiates génèrent peu de valeur ajoutée domestique.

L'investissement n'a pas non plus d'impact mesurable dans l'immédiat, reflétant un environnement économique instable où les dépenses d'investissement nécessitent du temps pour produire des effets réels. Les variations de la migration demeurent sans effet significatif, cohérentes avec l'idée que les mouvements migratoires traduisent des fragilités structurelles plutôt qu'un déterminant conjoncturel de l'activité. En revanche, le chômage présente un effet négatif immédiat sur le PIB, marquant la sensibilité de l'économie libanaise aux variations du marché du travail.

le terme d'interaction $IG*TR$ n'est pas significatif à court terme, ce qui confirme que l'environnement institutionnel ne joue pas de rôle modérateur immédiat dans la transmission des transferts, rejoignant ainsi les résultats observés à long terme. Le terme de correction d'erreur est négatif et significatif au seuil de 5 %, ce qui confirme l'existence d'une relation de long terme entre les variables. Son coefficient de $-0,58$ indique qu'environ 58 % du déséquilibre observé une période auparavant est corrigé au cours de la période suivante, traduisant un mécanisme d'ajustement rapide vers l'équilibre structurel du modèle.

Enfin, la variable $BREAK19$ présente un coefficient négatif et significatif, traduisant l'impact immédiat et profond de la crise systémique déclenchée en 2019. Cette rupture majeure ne peut être expliquée par les déterminants macroéconomiques traditionnels et révèle un véritable changement de régime, marqué par l'effondrement du système financier, la paralysie du secteur bancaire et la contraction sévère de l'activité réelle. L'effet significatif de $BREAK19$ montre ainsi que la performance économique récente du Liban est davantage déterminée par ce choc structurel que par les évolutions des transferts, de la consommation ou de l'investissement. Ce résultat souligne enfin que les remises ne peuvent générer un effet stabilisateur ou productif qu'au sein d'un environnement institutionnel et macroéconomique fonctionnel, condition clairement absente depuis 2019.

Au-delà de son effet de niveau sur le PIB, la significativité de BREAK19 reflète un changement de régime dont la nature peut être éclairée par le contexte de la crise libanaise post-2019. L'effondrement du secteur bancaire, matérialisé par le blocage de facto des dépôts et l'effondrement du taux de change parallèle, a rompu le canal traditionnel de financement de l'investissement par le crédit. Parallèlement, la perte de valeur de la livre libanaise a poussé les ménages à réorienter leurs ressources, y compris une partie des transferts reçus, vers des dépenses de consommation immédiates plutôt que vers l'épargne ou l'investissement. Ce changement de comportement est cohérent avec l'ampleur et la significativité du coefficient BREAK19 observé dans l'équation de croissance.

Tableau 5. Effets à court terme des transferts sur la croissance

Modèle de Correction d'Erreur ARDL			
Cas 2 : Constante restreinte et absence de tendance			
Variable	Coefficient	Écart-type	Probabilité
Constante	0.045186	0.016350	0.0124
D(CHOM)	-0.076993	0.020645	0.0014
D(LOG_C(-1))	-0.216200	0.210797	0.3179
D(LOG_IM)	0.113908	0.105989	0.2960
D(LOG_IV)	-0.042805	0.061211	0.4928
D(LOG_MIG(-1))	-0.084370	0.060007	0.1759
D(LOG_TR(-1))	-0.258703	0.086290	0.0074
D(LOG_IG*TR)	0.062667	0.234287	0.7920
D(LOG_C(-2))	-0.362807	0.195728	0.0794
D(LOG_MIG(-2))	-0.020746	0.052067	0.6947
D(LOG_TR(-2))	-0.154163	0.059767	0.0184
BREAK19	-0.154981	0.053078	0.0088
CointEq(-1)*	-0.585216	0.148704	0.0124
Observation	32	32	32
R-squared	0,975		
S.E. of regression	0,00714		
Prob(F-statistic)	0,000000		

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

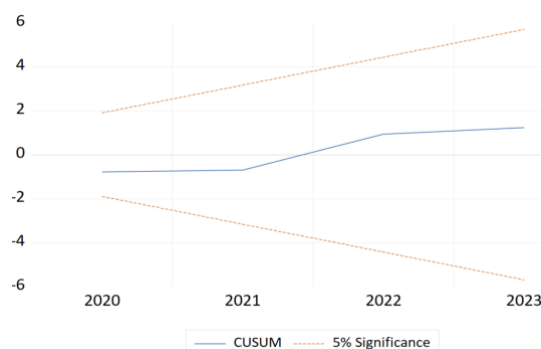
6.4. Évaluation de la stabilité des résidus et des estimations

Le Tableau 6 présente les résultats des principaux tests de diagnostic pour évaluer la robustesse du modèle estimé. Concernant l'autocorrélation, la statistique F est de 4,56 avec une probabilité associée de 0,06 (supérieure à 0,5%) indiquant qu'il n'y a pas de problème significatif d'autocorrélation. Pour ce qui est de l'hétéroscédasticité, le test affiche une probabilité de 0,19, suggérant que le modèle ne souffre pas d'hétéroscédasticité. Enfin, la normalité des résidus est confirmée par la statistique Jarque-Bera de 1,27 et une probabilité de 0,53, ce qui atteste que les résidus suivent une distribution normale, un critère crucial pour la validité des inférences statistiques. Dans l'ensemble, ces résultats démontrent que le modèle est stable et fiable, ne présentant pas de biais systématiques ni de problèmes majeurs liés à la variance des erreurs ou à l'autocorrélation. Le graphique 1 montre que toutes les lignes bleues se situent à l'intérieur des limites des lignes rouges, indiquant la stabilité des modèles au niveau de signification de 5 %.

Tableau 6. Tests de stabilité et d'analyse des résidus

Méthode	Statistique F	Prob
Autocorrélation	4,56	Prob. F(1,10)=0,06
Hétéroscédasticité	1,65	Prob. F(20,11)=0,197
Normalité (Jarque-Bera)	1,273	0,53, normale

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews



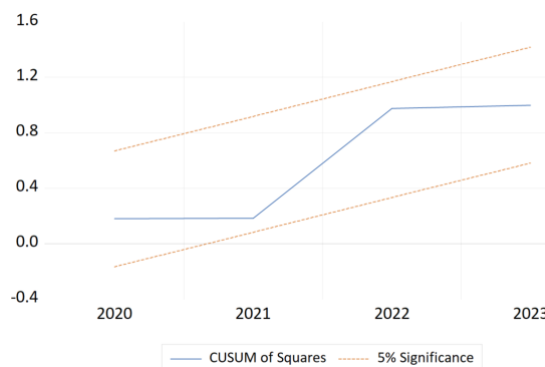


Figure 1. Tests CUSUM et CUSUMSQ

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

6.5. Modèle d'équations simultanées récursives

Enfin, après avoir détecté l'impact négatif des transferts sur la croissance, nous nous intéressons aux canaux à travers desquels les transferts exercent cet impact. A ce but, nous appliquons le modèle d'équations simultanées récursives (tableau 7).

Le système d'équations simultanées retenu repose sur une structure récursive, dans laquelle l'ordre d'exogénéité est défini selon la logique économique de transmission des chocs. Ainsi, les transferts de fonds sont considérés comme exogènes dans les équations du chômage et de la consommation, puisqu'ils sont largement déterminés par des facteurs externes (flux migratoires, envois familiaux, conditions économiques des pays hôtes) et ne réagissent pas immédiatement aux dynamiques économiques internes. De même, la consommation est modélisée comme une fonction du revenu courant et des transferts, mais est considérée comme exogène à la croissance à court terme. Ce choix s'inscrit dans la logique des modèles inspirés de la littérature keynésienne, où la consommation réagit au revenu, mais ne détermine pas directement la croissance immédiatement. Cette hiérarchie structurelle permet d'identifier le système sans recourir à des instruments externes, tout en assurant la cohérence économique du modèle.

Les résultats du modèle d'équations simultanées révèlent des effets contrastés des transferts de fonds sur les principales variables économiques au Liban. Les transferts n'exercent pas d'influence significative sur la consommation, ce qui confirme que ces flux ne se traduisent pas automatiquement par une intensification de la demande intérieure, notamment dans un contexte caractérisé par une forte propension à importer. En revanche, ils stimulent significativement les importations, traduisant une utilisation majoritairement tournée vers des

biens importés. Ce résultat s'inscrit dans la logique de « l'effet boomerang », selon lequel une partie importante des transferts ressort de l'économie nationale sous forme d'importations, limitant ainsi leur contribution à la production domestique. Les transferts ont également un effet négatif sur l'investissement, suggérant qu'ils ne sont pas orientés vers les dépenses productives, et un effet positif sur le chômage, ce qui peut refléter un ajustement du marché du travail ou un phénomène de désincitation à l'offre de travail lié à l'amélioration du revenu des ménages.

L'équation du PIB confirme que les déterminants internes exercent majoritairement des effets défavorables sur la croissance économique libanaise. L'investissement présente un coefficient négatif et significatif, ce qui reflète la faiblesse structurelle du climat d'investissement au Liban : dans un contexte d'instabilité politique et financière, les dépenses d'investissement peinent à se traduire en capacité productive durable. La consommation exerce également un effet négatif significatif sur le PIB, cohérent avec la forte orientation des dépenses des ménages vers les biens importés, ce qui limite leurs retombées sur la production nationale. Les importations, quant à elles, affichent un coefficient positif mais non significatif, indiquant qu'elles accompagnent l'activité sans toutefois générer de croissance réelle faute de base productive locale. Enfin, le chômage exerce un impact négatif et significatif sur la croissance, comme attendu dans une économie où la faiblesse du marché du travail freine la mobilisation du capital humain et la dynamique productive.

Tableau 7. Estimation du modèle d'équations simultanées récursives

Équation de la consommation

	Paramètre	Ecart-type	Stat-T	Value-P
Constante	0,311297	0,277976	1,119867	0,2645
TR	-0,102769	0,095924	-1,071365	0,2857

Équation des importations

	Paramètre	Ecart-type	Stat-T	Value-P
Constante	-0,883196	0,451078	-1,957969	0,0529
TR	0,303718	0,155658	1,951195	0,0500

Équation des investissements

	Paramètre	Ecart-type	Stat-T	Value-P
Constante	2,140989	1,049371	2,040260	0,0431
TR	-0,778143	0,362116	-2,148878	0,0332

Équation du chômage

	Paramètre	Ecart-type	Stat-T	Value-P
Constante	-5,233530	6,357643	-0,823187	0,4117
TR	4,921852	2,193890	2,243436	0,0263

Équation de PIB

	Paramètre	Ecart-type	Stat-T	Value-P
Constante	5,583247	2,051942	2,720958	0,0073
IV	-2,969704	1,160379	-2,559253	0,0115
IM	1,097677	1,156784	0,948904	0,3442
CN	-2,478826	1,112834	-2,227490	0,0274
CHOM	-0,647096	0,274775	-2,681234	0,0081

Source : Auteurs à partir du logiciel Eviews

5. Conclusion

Cette étude apporte un éclairage sur le rôle des transferts de fonds dans l'économie libanaise, fortement dépendante de ces flux mais caractérisée par des fondements productifs fragiles. Les résultats obtenus à travers l'ARDL et le système d'équations simultanées convergent vers un constat central : les transferts exercent un effet négatif sur la croissance, à court comme à long terme. À court terme, ils alimentent principalement une consommation orientée vers les biens importés ; à long terme, ils renforcent une dépendance structurelle sans se traduire par un investissement productif. L'analyse des canaux confirme que les transferts stimulent les importations, sans effet significatif sur l'investissement ou l'emploi, et contribuent à une

hausse du chômage, suggérant un effet de désincitation au travail et un « effet boomerang » lié aux fuites de demande vers l'extérieur.

Ces résultats mettent également en évidence des fragilités internes : l'investissement productif demeure insuffisant, la consommation bénéficie largement aux importations et le chômage pèse sur l'activité. L'absence d'effet significatif de la migration sur la croissance suggère qu'elle reflète davantage les déséquilibres du marché du travail qu'un mécanisme de création de valeur. Enfin, le terme d'interaction entre la qualité institutionnelle et les transferts (IG*TR) étant non significatif, la gouvernance ne semble pas suffisamment efficace pour transformer ces flux en moteur de croissance.

Ces constats invitent à identifier des leviers de réforme ciblés. Trois pistes apparaissent prioritaires : développer des produits d'épargne et d'investissement dédiés à la diaspora afin d'orienter une partie des transferts vers des usages productifs ; mettre en place des mécanismes de garantie de crédit en faveur des PME ; et diversifier le secteur exportateur afin de créer des débouchés pour l'investissement. La mise en œuvre de ces réformes reste toutefois conditionnée à la stabilité politique et à la restauration de la confiance dans le secteur bancaire.

Dans l'ensemble, les transferts de fonds apparaissent ainsi moins comme un levier de croissance que comme un mécanisme d'amortissement des chocs, susceptible toutefois de renforcer les déséquilibres structurels en l'absence d'un cadre institutionnel et productif adapté. Leur potentiel dépend donc de la capacité à les orienter vers l'investissement productif, à renforcer l'inclusion financière et à réduire la vulnérabilité externe du pays.

References

Abdillah, I. (2022). The effects of remittances on economic growth in Comoros and the role of bank credit. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics*, 3(4-3), 98–115. <https://doi.org/10.5281/zenodo.6944450>

Abosedra, S., & Fakihi, A. (2017). Assessing the role of remittances and financial deepening in growth: The experience of Lebanon. *Global Economy Journal*, 17(1), 1–19. <https://doi.org/10.1515/gej-2015-0059>

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.

Acharya, C. P., & Leon-Gonzalez, R. (2014). How do migration and remittances affect human capital investment? The effects of relaxing information and liquidity constraints. *Journal of Development Studies*, 50(3), 444–460. <https://doi.org/10.1080/00220388.2013.866224>

Adams, R. H., Jr. (1998). Remittances, investment, and rural asset accumulation in Pakistan. *Economic Development and Cultural Change*, 47(1), 155–173. <https://doi.org/10.1086/452390>

Akpa, E. O., & Awode, S. S. (2024). Boomerang effect of remittances: Cross-country evidence. *Iranian Economic Review*, 28(3), 921–945.

Alvarez, R., & Crespi, G. (2020). The effect of unemployment on economic growth: Evidence from Latin America. *Latin American Economic Review*, 29(1), 1–25. <https://doi.org/10.1007/s40503-020-00081-3>

Amery, H. (1992). *The effects of migration and remittances on two Lebanese villages* [Doctoral dissertation, McMaster University]. McMaster University Institutional Repository. <https://macsphere.mcmaster.ca/handle/11375/8583>

Amuedo-Dorantes, C. (2014). The good and the bad in remittance flows. *IZA World of Labor*, Article 97. <https://doi.org/10.15185/izawol.97>

Awdeh, A. (2014). *Remittances to Lebanon: Economic impact and the role of banks*. United Nations Economic and Social Commission for Western Asia. https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/page_attachments/remittances_to_lebanon_economic_impact_and_the_role_of_banks.pdf

Bahadir, B., Chatterjee, S., & Lebesmuehlbacher, T. (2018). The macroeconomic consequences of remittances. *Journal of International Economics*, 111, 214–232. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2018.01.010>

Bakari, S., & Mabrouki, M. (2017). The impact of exports and imports on economic growth: New evidence from Panama. *Journal of Smart Economic Growth*, 2(1), 67–79.

Baker, M., & Pavcnik, N. (2019). Trade and poverty: Evidence from the Brazilian trade liberalization. *American Economic Review*, 109(4), 1–29.

<https://doi.org/10.1257/aer.20180669>

Baldé, Y. (2011). The impact of remittances and foreign aid on savings/investment in Sub-Saharan Africa. *African Development Review*, 23(2), 247–262. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8268.2011.00284.x>

Ball, L., Furceri, D., Leigh, D., & Loungani, P. (2014). *Does one law fit all? Cross-country evidence on Okun's law* (IMF Working Paper No. WP/13/10). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781484312911.001>

Bangaké, C., Eggoh, J., & Semedo, G. (2019). Do remittances spur economic growth? Evidence from developing countries. *Journal of International Trade & Economic Development*, 28(4), 391–418. <https://doi.org/10.1080/09638199.2019.1568522>

Barajas, A., Chami, R., Fullenkamp, C., Gapen, M., & Montiel, P. (2009). *Do workers' remittances promote economic growth?* (IMF Working Paper No. 09/153). International Monetary Fund.

Barajas, A., Chami, R., Fullenkamp, C., Gapen, M., & Montiel, P. (2011). *Do workers' remittances promote economic growth?* (IMF Working Paper No. 11/153). International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781455290821.001>

Beine, M., Bourgeon, P., & de Bruyne, K. (2016). The impact of emigration on the home country: A review of the literature. *International Migration*, 54(5), 116–138. <https://doi.org/10.1111/imig.12304>

Catrinescu, N., Leon-Ledesma, M., Piracha, M., & Quillin, B. (2009). Remittances, institutions, and economic growth. *World Development*, 37(1), 81–92. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2008.02.001>

Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2003). *Are immigrant remittance flows a source of capital for development?* (IMF Working Paper No. 03/189). International Monetary Fund. <https://ssrn.com/abstract=880292>

Chand, S. A. (2024). Role of remittance on sustainable economic development. *Journal of Risk and Financial Management*, 17(4), Article 153. <https://doi.org/10.3390/jrfm17040153>

Chen, L., Pan, L., & Zhang, K. (2024). The dynamic cointegration relationship between international crude oil, natural gas, and coal price. *Energies*, 17(13), Article 3126. <https://doi.org/10.3390/en17133126>

Clemens, M. A., & Postel, H. (2018). Determinants of migration: A survey. *The World Bank Economic Review*, 32(3), 644–661. <https://doi.org/10.1093/wber/lhy014>

Clere, G. (2008, February 8). Immobilier : la hausse des prix finira-t-elle par freiner la demande? *Libanvision*. <http://libanvision.com/immoliban.htm>

Coorey, A. (2012). The impact of migrant remittances on economic growth: Evidence from South Asia. *Review of International Economics*, 20(5), 985–998.

Dauod, S., & Ramirez, C. D. (2024). Do remittances affect output? Evidence from Lebanon. *Applied Economics Letters*, 31(8), 774–778. <https://doi.org/10.1080/13504851.2022.2146650>

De Haas, H. (2007). Remittances and social development. In K. Hujo & S. McClanahan (Eds.), *Social policy in a development context: Financing social policy* (pp. XX–XX). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9780230244337_12

Depken, C., Niksic Radic, M., & Paleka, H. (2021). Causality between foreign remittance and economic growth: Empirical evidence from Croatia. *Sustainability*, 13(21), Article 12201. <https://doi.org/10.3390/su132112201>

Docquier, F., & Rapoport, H. (2008). Skilled migration: The perspective of developing countries. *World Bank Research Observer*, 23(2), 249–273. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkn008>

Easterly, W. (2001). *The elusive quest for growth: Economists' adventures and misadventures in the tropics*. MIT Press.

El Hamma, I. (2018). Migrant remittances and economic growth: The role of financial development and institutional quality. *Economics and Statistics*, (503–504), 123–142. <https://doi.org/10.24187/ecostat.2018.503d.1961>

Faini, R. (2002, September 27–28). *Migration, remittances, and growth* [Paper presentation]. UNU/WIDER Conference on Poverty, International Migration and Asylum, Helsinki, Finland.

Faini, R. (2007). Remittances and the brain drain: Do more skilled migrants remit more? *The World Bank Economic Review*, 21(2), 177–191. <http://www.jstor.org/stable/40282241>

Furceri, D., & Ostry, J. D. (2018). The nature of the relationship between unemployment and growth: A cross-country analysis. *Journal of Economic Growth*, 23(4), 457–487. <https://doi.org/10.1007/s10887-018-9201-4>

Galor, O., & Zeira, J. (1993). Income distribution and macroeconomics. *Journal of Political Economy*, 101(1), 104–144. <https://doi.org/10.1086/261874>

Ghobril, N. (2004). *Expatriates' remittances & the Lebanese economy: Brain drain or economic gain?* (Working Paper). Lebanese Emigration Research Center, Notre Dame University.

Giuliano, P., & Ruiz-Arranz, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1), 144–152. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2008.10.005>

Hourani, G. (2005). *Emigration, transnational family networks, and remittances: Overview of the situation in Lebanon* (Working Paper). Lebanese Emigration Research Center, Notre Dame University.

Islam, M. (2022). Do personal remittances influence economic growth in South Asia? A panel analysis. *Review of Development Economics*, 26(1), 242–258. <https://doi.org/10.1111/rode.12842>

Kapur, D. (2003). *Remittances: The new development mantra?* (G-24 Discussion Paper Series). United Nations Conference on Trade and Development.

Kasparian, C., & El Mouhoub, M. (2013). *L'impact des transferts des émigrés sur le niveau de vie des ménages : Étude comparative entre le Liban, le Maroc et l'Algérie* [Report]. Forum Euroméditerranéen des Instituts des Sciences Économiques; Observatoire universitaire de la réalité socio-économique, Université Saint-Joseph.

Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.

Kruah, P. M. (2017). *Remittance inflows, exchange rate and economic growth in Liberia* (Working Paper No. 03). Central Bank of Liberia.

Kumar, R. R. (2013). Remittances and economic growth: A study of Guyana. *Economic Systems*, 37(3), 462–472. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2013.01.001>

Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)

Lucas, R. E. B., & Stark, O. (1985). Motivations to remit: Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–918. <https://doi.org/10.1086/261341>

Mahmoud, S. (2016). Remittances impact on economic growth, domestic savings and domestic capital at the presence of ODA and FDI in selected MENA countries. *International Journal of Regional Development*, 3(2), 26. <https://doi.org/10.5296/ijrd.v3i2.9276>

Matuzeviciute, K., & Butkus, M. (2016). Remittances, development level, and long-run economic growth. *Economies*, 4(4), Article 28. <https://doi.org/10.3390/economies4040028>

McKinnon, R. I. (1973). *Money and capital in economic development*. Brookings Institution.

Menegaki, A. N. (2019). The ARDL method in the energy-growth nexus field: Best implementation strategies. *Economies*, 7(4), Article 105. <https://doi.org/10.3390/economies7040105>

Meyer, D., & Shera, A. (2017). The impact of remittances on economic growth: An econometric model. *Economia*, 18(2), 147–155. <https://doi.org/10.1016/j.econ.2016.06.001>

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.

Nsiah, C., & Fayissa, B. (2013). Remittances and economic growth in Africa, Asia, and Latin American-Caribbean countries: A panel unit root and panel cointegration analysis. *Journal of Economics and Finance*, 37(3), 454–471. <https://doi.org/10.1007/s12197-010-9192-0>

Nyamongo, E. M., Misati, R. N., Kipyegon, L., & Ndirangu, L. (2012). Remittances, financial development and economic growth in Africa. *Journal of Economics and Business*, 64(3), 240–260. <https://doi.org/10.1016/j.jeconbus.2012.01.001>

Oteng-Abayie, E., Awuni, P., & Adjei, T. K. (2020). The impact of inward remittances on economic growth in Ghana. *African Journal of Economic Review*, 8(3), 49–65. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.308775>

Ouazzani, K. (2018, October 12). Pour le FMI, le Liban est tombé dans « le piège des remises » des expatriés. *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1133369/pour-le-fmi-le-liban-est-tombe-dans-le-piege-des-remises-des-expatries.html>

Pal, S., Villanthenkodath, M. A., Patel, G., & Mahalik, M. K. (2022). The impact of remittance inflows on economic growth, unemployment and income inequality: An international evidence. *International Journal of Economic Policy Studies*, 16(1), 235–256. <https://doi.org/10.1007/s42495-021-00074-1>

Peleikis, A. (2000). *The emergence of a translocal community: The case of a South Lebanese village and its migrant connections to Ivory Coast* (Working Paper No. 30). Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.

Rapoport, H., & Docquier, F. (2006). The economics of migrants' remittances. In S.-C. Kolm & J. M. Ythier (Eds.), *Handbook of the economics of giving, altruism and reciprocity* (Vol. 2, pp. 1135–1198). Elsevier.

Regmi, R. H. (2022). Remittances and trade balance: A new transfer problem. *Remittances Review*, 7(1), 3–19. <https://doi.org/10.47059/rr.v7i1.2166>

Rehman, N. U., Hysa, E., & Poon, W. C. (2021). The effect of financial development and remittances on economic growth. *Cogent Economics & Finance*, 9(1), Article 1932060. <https://doi.org/10.1080/23322039.2021.1932060>

Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5, Pt. 2), S71–S102. <https://doi.org/10.1086/261725>

Sahoo, M., Sucharita, S., & Sethi, N. (2020). Does remittance inflow influence human development in South Asian countries? An empirical insight. *Business Strategy & Development*, 3(4), 578–589. <https://doi.org/10.1002/bsd2.123>

Shaw, E. S. (1973). *Financial deepening in economic development*. Oxford University Press.

Sobiech, I. (2015). *Remittances, finance and growth: Does financial development foster remittances and their impact on economic growth?* (FIW Working Paper No. 158). FIW.

Sunde, T., & Tafirenyika, B. (2023). Testing the impact of exports, imports, and trade openness on economic growth in Namibia: Assessment using the ARDL cointegration method. *Economies*, 11(3), Article 86. <https://doi.org/10.3390/economies11030086>

Sutradhar, S. (2020). The impact of remittances on economic growth in Bangladesh, India, Pakistan, and Sri Lanka. *International Journal of Economic Policy Studies*, 14, 275–295. <https://doi.org/10.1007/s42495-020-00034-1>

Tabar, P. (2009). *Immigration and human development: Evidence from Lebanon* (Human Development Research Paper No. 2009/35). United Nations Development Programme.

Tabet, C., Rocca, M., & El Murr, B. (2021). Remittances and Dutch disease: The case of Lebanon (1984–2016). *Mondes en développement*, 49(194), 29–57. <https://doi.org/10.3917/med.194.0029>

Tchekoumi, L. B. (2023). Remittances and economic growth: What lessons for the developing world? *Cogent Economics & Finance*, 11(1), Article 2191448. <https://doi.org/10.1080/23322039.2023.2191448>

Vargas-Silva, C., Jha, S., & Sugiyarto, G. (2009). *Remittances in Asia: Implications for the fight against poverty and the pursuit of economic growth* (ADB Economics Working Paper Series No. 182). Asian Development Bank.

World Bank. (2016). *Lebanon economic monitor: A geo-economy of risks and rewards*. World Bank. <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/lebanon-economic-monitor-spring-2016>

World Bank. (2023). *Migration and development brief 38: Remittances remain resilient but are slowing*. KNOMAD-World Bank. <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-38>

Yaseen, H. (2012). The positive and negative impact of remittances on economic growth in MENA countries. *The Journal of International Management Studies*, 7(1), 7–14. <https://doi.org/10.37075/EA.2021.1.03>

Zaghdoudi, T., & Ayoub, M. (2023). Remittances, institutional quality and economic growth in the MENA region: Evidence from a dynamic panel GMM approach (2005–2020). *Journal of Economic Integration*.